

Bulletin du FMI

L'accroissement de l'aide

Où est le surcroît d'aide promis?

Jeremy Clift

Bulletin du FMI en ligne

20 juillet 2007

- L'aide publique à l'Afrique est restée stationnaire en 2006
- Une augmentation substantielle s'impose pour atteindre les OMD
- Les autres donateurs accroissent leurs concours

Lors du sommet de Gleneagles en 2005, les dirigeants du Groupe des Huit (G-8) ont promis de doubler leur aide à l'Afrique subsaharienne à l'horizon 2010. Deux ans plus tard, on ne peut pas dire que cette promesse se soit traduite par une augmentation généralisée de l'aide reçue par la plupart des pays d'Afrique subsaharienne.

Hormis les allègements de dette, l'aide accordée à l'Afrique subsaharienne par les principaux bailleurs de fonds mondiaux, qui sont regroupés au sein du Comité d'aide au développement de l'OCDE (CAD), a été stationnaire en 2006, ce qui rendra d'autant plus difficile de respecter l'engagement pris à Gleneagles de doubler cette aide à l'horizon 2010.

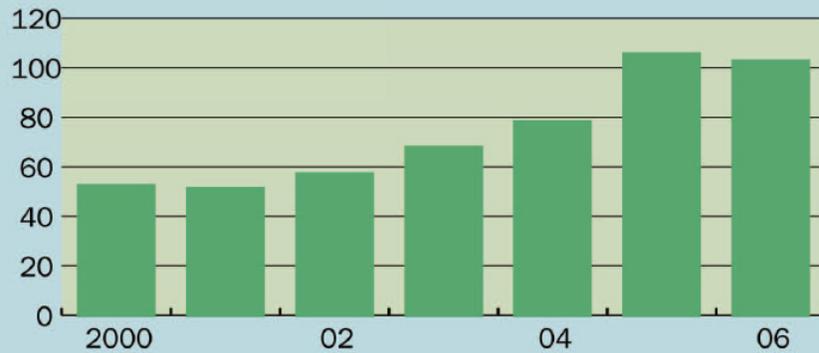
Tous pays bénéficiaires confondus (y compris les pays à revenu intermédiaire), l'aide à diminué de 5,1 % en dollars constants par rapport à 2005, pour s'établir à 103,9 milliards de dollars, en chiffres nets, en 2006 (voir graphique). Cette somme comprend 19,2 milliards d'allègements de dette, notamment les allègements exceptionnels consentis à l'Iraq et au Nigéria. Si l'on fait abstraction des allègements de dette, qui ont atteint un montant record en 2005 en raison de l'exécution de la première phase de plusieurs grandes opérations d'allègement du Club de Paris, l'aide nette a reculé de 1,8 % en 2006, selon les chiffres préliminaires publiés par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE, dont le siège est à Paris).

Globalement, d'après le *Rapport de suivi mondial 2007* de la Banque mondiale, «on ne voit guère se profiler à l'horizon une augmentation substantielle de l'aide».

L'augmentation doit continuer

L'aide publique au développement a légèrement diminué en 2006, mais elle reste deux fois plus élevée qu'au début de la décennie.

(APD, milliards de dollars)



Source : OCDE.

Situation catastrophique?

Cependant, la situation générale n'est peut-être pas aussi désastreuse qu'il y paraît. Si, en termes réels, la baisse de l'aide publique au développement constatée en 2006 est la première réduction depuis 1997, les concours consentis ont tout de même atteint les plus hauts niveaux jamais enregistrés, à l'exception de l'année 2005 (voir graphique).

En outre, bien que l'aide comptabilisée par le CAD ait diminué, d'autres formes d'aide sont en hausse, notamment les concours provenant du secteur privé, de fonds pour la santé et de pays émergents tels que la Chine. On estime qu'en 2006 l'aide publique de la Chine à l'Afrique a atteint 19 milliards de dollars et ce pays a annoncé qu'il allait continuer d'accroître son aide. Globalement, l'aide provenant du secteur privé a doublé entre 2001 et 2005 pour s'établir à 14,7 milliards de dollars, selon la Banque mondiale. D'après les estimations, les fonds mondiaux pour la lutte contre le VIH/sida atteindront 9 milliards de dollars en 2007, selon le Programme des Nations Unies pour le développement.

La réalisation des OMD

Pourtant, d'après plusieurs études récentes, il faudrait que l'aide publique au développement augmente dans de fortes proportions, en chiffres nets, pour que la réalisation des OMD puisse se poursuivre. Selon des estimations de la Banque mondiale et des Nations Unies, un surcroît d'aide publique de l'ordre de 40 à 60 milliards par an serait nécessaire pour atteindre les

OMD. Si l'on s'en tient à l'engagement pris en 2005 par le G-8 à Gleneagles de doubler l'aide à l'Afrique, cela supposerait, d'après les estimations de l'OCDE, une augmentation réelle de 50 milliards de dollars de l'aide consentie par les pays membres du CAD entre 2004 et 2010.

Traduction d'un article paru dans le *Bulletin du FMI* (www.imf.org/imfsurvey).